

MONTREAL – Une importante coalition de centrales syndicales et de groupes environnementaux demande au premier ministre Philippe Couillard de respecter son engagement de tenir une évaluation environnementale stratégique avant d'amorcer des forages gaziers et pétroliers, notamment sur l'île d'Anticosti.

Dans une sortie commune, lundi, les organismes environnementaux et les centrales rappellent que le Parti libéral avait dénoncé la décision du gouvernement Marois d'investir 115 millions \$ pour le rachat partiel des permis d'exploration des compagnies Pétrolia, Corridor Ressources et Junex sur l'île d'Anticosti.

«C'est une promesse qui a été faite dans le cadre de la campagne électorale, a rappelé le trésorier de la CSN, Pierre Patry. M. Couillard est maintenant premier ministre, donc nous voulons nous assurer qu'il respectera sa promesse et qu'il y aura effectivement évaluation environnementale stratégique.»

Et cette décision est plus que pressante, souligne le président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), André Bélisle.

«Il faut passer de la parole aux actes maintenant. Il est prévu que les compagnies pourraient commencer les travaux au mois de juin. Le mois de juin, c'est dans très peu de temps», a laissé tomber l'environnementaliste.

Plus encore, les organisations estiment qu'une telle évaluation devrait être suivie d'un large débat public et accompagnée d'un plan pour réduire la dépendance du Québec au pétrole.

«Anticosti, c'est un point central mais il ne faut pas oublier qu'il y a deux pipelines qui apparaissent dans le décor aussi, a noté André Bélisle. Il y a nos engagements de réduire nos émissions de gaz à effet de serre et nous avons pris l'engagement de réduire notre consommation de pétrole. C'est bien beau tous ces voeux pieux mais comment on fait ça?»

M. Bélisle croit que le Québec ne peut plus échapper à ces dures réalités et aux questions qu'elles soulèvent.

«Nous sommes à la croisée des chemins. Il faut se poser les bonnes questions avant d'agir. Donc, on arrête la machine à Anticosti. On met en place immédiatement un débat pour savoir comment on va articuler tout ça de façon cohérente par rapport à l'environnement, à l'économie et à l'acceptabilité sociale», a-t-il dit.

Et ce débat n'appartient ni à la classe politique ni au milieu des affaires, affirme Pierre Patry.

«Il faut un débat public parce qu'il appartient au peuple du Québec de trancher sur cette question: est-ce qu'il doit y avoir exploitation ou non du pétrole?» a-t-il demandé.

La coalition fait valoir que le moment est propice puisque les libéraux ont fait part de leur intention de réduire les dépenses et de réviser l'ensemble des programmes de subventions aux entreprises. L'occasion est donc belle de revoir l'investissement de 115 millions \$ de fonds publics sur Anticosti et, tant qu'à faire, l'ensemble des subventions à l'exploration dont bénéficieraient ces entreprises.

La coalition ajoute que les impacts potentiels sur les milieux naturels et au niveau global d'une exploitation pétrolière seraient majeurs et justifient amplement une évaluation et un examen en profondeur.

Tous ses membres ne sont pas unanimes sur les conclusions qui viendront d'un tel exercice.

Ainsi, les organismes environnementaux sont farouchement opposés à l'exploitation pétrolière même si la population québécoise en venait à se dire prête à payer le prix pour profiter d'une ressource qui se trouve sur son territoire, alors que les syndicats ont une approche un peu plus nuancée.

Pétrole à Anticosti une coalition veut un large débat public avant tout forage

Écrit par L'actualité
Lundi, 12 Mai 2014 21:49 -

«Si le débat public en vient à la conclusion qu'il faille aller de l'avant, on ira de l'avant, a indiqué Pierre Patry. Mais encore faut-il que le débat soit bien éclairé.»

La coalition rappelle malgré tout que même si le Québec a atteint ses objectifs de réduction de gaz à effet de serre (GES) de six pour cent sous les niveaux de 1990 en 2012, de nombreuses études avertissent que l'humanité dans son ensemble doit en faire davantage en matière de lutte aux changements climatiques.

La Coalition regroupe les centrales syndicales FTQ, CSN, CSQ et CSD et, du côté des environnementalistes, Équiterre, Greenpeace, l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique, la Fondation David Suzuki et Nature Québec.

La Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) a pour sa part tenu à réagir à la sortie de la coalition en réitérant son appui à l'exploitation des hydrocarbures québécois.

«L'état des finances publiques requiert que nous explorions toute avenue potentielle de revenus et créatrice d'emplois», a déclaré par voie de communiqué la présidente-directrice générale de la FCCQ, Françoise Bertrand.

«Dans ce contexte nous comprenons mal la position des syndicats qui d'une main réclament des augmentations de 14.5 pour cent et de l'autre s'opposent à une exploration et une éventuelle exploitation responsable de la filière des hydrocarbures», a-t-elle ajouté.

Cet article [Pétrole à Anticosti: une coalition veut un large débat public avant tout forage](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#)

Consultez la source sur Lactualite.com: [Pétrole à Anticosti une coalition veut un large débat public avant tout forage](#)